

Arrêté n° 25-2026-03-11-00145 du **11 MARS 2026**

prescrivant des mesures complémentaires à la société CEPE de Montbéliard visant à réduire l'impact sur le Milan Royal de son parc éolien du Pays de Montbéliard sur la commune de Vyt-les-Belvoir

Le Préfet du Doubs
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1, R.181-45, R.181-46 et L.511-1 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la directive européenne n°79/409 du 6 avril 1979, dite directive "Oiseaux", codifiée n°2009/147, du 30 novembre 2009 et ses annexes concernant la conservation des oiseaux sauvages sur le territoire des États membres ;

Vu la directive européenne n°92/43 du 21 mai 1992 et ses annexes concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon – Madame VALLEIX Nathalie ;

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu la liste rouge des espèces menacées en France de l'UICN (Union Internationale de Conservation de la Nature) de 2016 et la liste rouge des oiseaux nicheurs en Bourgogne de 2015 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des Installations Classées ;

Vu les arrêtés préfectoraux portant permis de construire en date du 22 février 2005 autorisant la construction de 15 éoliennes sur les communes de Valonne, Vyt-lès-Belvoir, Solemont et Feule ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 25-2017-08-21-002 du 21 août 2017 actant le changement d'exploitant au profit de la société CEPE de Montbéliard pour les éoliennes E01 à E05, le bénéficie des droits acquis, la mise à jour des garanties financières et la mise en place de mesures spécifiques pour la protection des chiroptères et de l'avifaune ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-2023-12-07-00007 du 7 décembre 2023 prescrivant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter du parc éolien du Pays de Montbéliard sur le territoire de la commune de Vyt-les-Belvoir ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 25-2024-12-24-00003 du 24 décembre 2024 portant modification de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2023 ;

Vu l'arrêté n° 25-2025-03-25-00001 du 25 mars 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

Vu la déclaration d'incident faune volante de l'exploitant transmise à l'inspection des installations classées le 15 octobre 2024 complétée par courriel en date du 18 décembre 2024 ;

Vu le courrier de CEPE de Montbéliard du 4 mars 2025 précisant le planning de démantèlement/renouvellement du parc du Parc de Montbéliard ;

Vu le rapport du 07/01/2026 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 23/01/2026 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations de l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

Considérant que le parc éolien du Pays de Montbéliard relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que le parc éolien du Pays de Montbéliard existant a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°25-2023-12-17-00008 en date du 7 décembre 2023 susvisé pour le renouvellement des 5 éoliennes (augmentation de la hauteur en bout de pale et légers déplacements) ;

Considérant l'arrêt et le démantèlement des éoliennes du parc existant, prévus de mars à avril 2026 ;

Considérant la mortalité de Milan royal découverte en octobre 2024 (période migration post-nuptiale) à 160 m de l'éolienne E01 du parc du pays de Montbéliard située en milieu forestier ;

Considérant que suite à cette mortalité, l'exploitant a proposé par courriel du 18 décembre 2025 la mise en place d'un système de détection de l'avifaune sur les 5 éoliennes du parc du Pays de Montbéliard en repowering, sur les périodes de reproduction et de migration post-nuptiale ;

Considérant que, dans le cadre de leur demande d'autorisation de renouvellement, les parcs éoliens du Lomont Ouest et du pays de Montbéliard ont fait l'objet d'une étude d'impact commune considérant notamment la présence d'enjeux relatifs à la biodiversité jugés similaires ;

Considérant la mortalité de Milan royal découverte le 10 mars 2025 au pied de l'éolienne E06 du parc éolien du Lomont Ouest existant située en milieu forestier ;

Considérant que l'arrêté du 29 octobre 2009 susvisé fixe la liste des espèces d'oiseaux pour lesquelles sont interdites, sur tout le territoire métropolitain et en tout temps, la destruction des oiseaux dans le milieu naturel, parmi laquelle figure le Milan royal ;

Considérant que le Milan royal est une espèce menacée de disparition, classée « vulnérable » sur la liste rouge des oiseaux de France métropolitaine, « vulnérable » en Franche-Comté et « en danger » en Bourgogne sur les listes rouges de l'UICN ;

Considérant que le Milan royal est une espèce qui bénéficie d'un Plan National d'Actions qui prévoit dans son action 4.4 d'améliorer la prise en compte et le suivi dans les projets éoliens afin de réduire la mortalité ;

Considérant la gravité des atteintes aux intérêts protégés par la directive "Oiseaux" 2009/147/CE du 30 novembre 2009 et par l'article L.411-1 du Code de l'Environnement pour le patrimoine naturel et notamment la mortalité par collision occasionnée par le parc éolien du Pays de Montbéliard (éolienne E01) sur un spécimen de Milan royal ;

Considérant que l'article L.411-1 du Code de l'Environnement interdit la destruction des individus et la destruction, altération ou dégradation des habitats des espèces de faune et de flore sauvage dont les listes sont fixées par arrêté ministériel ;

Considérant les mesures de réduction prescrites par l'article 2.3.2. de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2023 susvisé relatif au renouvellement du parc éolien du Pays de Montbéliard pour limiter les risques d'impacts sur le Milan royal, notamment la mise en place d'un dispositif anti-collision sur les éoliennes E01 et E02 projetées et implantées dans des milieux ouverts utilisés ponctuellement par les Milans royaux lors des activités de chasse ;

Considérant que les mesures actuellement prescrites à l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2023 susvisé portant renouvellement du parc éolien du Pays de Montbéliard sont insuffisantes pour garantir la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les mesures de réduction proposées par l'exploitant dans sa déclaration de mortalité transmise le 15 octobre 2024 complétée par courriel du 18 décembre 2024 : mise en place d'un système de détection de l'avifaune sur toutes les éoliennes du parc renouvelé (E01 à E05) et extension de la plage de fonctionnement à la période de migration post-nuptiale ;

Considérant que l'article L.512-20 du code de l'environnement prévoit qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du même code, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités ;

Considérant que l'extension aux éoliennes E03, E04, et E05 situées en milieu fermé du parc du Pays de Montbéliard renouvelé, des mesures de réduction pour limiter les risques d'impacts sur le Milan royal prescrites pour le parc éolien, est de nature à réduire les impacts vis-à-vis du risque de collision des Milans royaux avec les éoliennes ;

Considérant que l'extension de la plage de fonctionnement du système de détection de l'avifaune à la période de migration post-nuptiale au regard de la mortalité découverte en octobre 2024 sur le parc éolien du pays de Montbéliard est de nature à réduire les impacts vis-à-vis du risque de collision des Milans royaux avec les éoliennes ;

Considérant que ce dispositif est installé à titre expérimental et qu'il est nécessaire de coupler son utilisation à un suivi environnemental renforcé afin de s'assurer de son efficacité, et de faire un retour sur l'efficacité du dispositif à l'issue des périodes de migration et de nidification ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en place des mesures de protection du Milan royal en cas de dysfonctionnement ou d'inefficacité d'un tel dispositif ;

Considérant que la mise à l'arrêt des aérogénérateurs aux périodes d'activité du Milan royal est de nature à protéger ce dernier en cas de dysfonctionnement ou d'inefficacité d'un tel dispositif ;

Considérant que, compte tenu des modifications envisagées de l'installation, celles-ci n'engendrent aucune modification de l'étude d'impact de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il est néanmoins nécessaire d'adapter les prescriptions existantes qui ne sont plus adaptées ;

Considérant qu'en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement et compte tenu de l'impact très modéré des prescriptions complémentaires précitées, il est proposé au préfet de ne pas solliciter l'avis de la commission mentionnée à l'article R.181-39 du code de l'environnement (CDNPS) sur ces prescriptions complémentaires ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. - Champ d'application

La société CEPE de Montbéliard, dont le siège social se situe 16 Boulevard Montmartre, 75009 PARIS, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par le présent arrêté pour l'exploitation du parc éolien du Pays de Montbéliard renouvelé situé sur le territoire de la commune de Vyt-les-Belvoir, à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2. - Protection de l'avifaune (parc du Pays de Montbéliard renouvelé)

Les prescriptions figurant à l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 25-2023-12-07-00007 du 7 décembre 2023 prescrivant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter du parc éolien du Pays de Montbéliard sur le territoire de la commune de Vyt-les-Belvoir sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Article 2.3.2 – Protection de l'avifaune

Article 2.3.2.1 – Mise en place d'un dispositif anti-collision (bridage dynamique)

Le fonctionnement des éoliennes est asservi à un dispositif anti-collision qui détecte en temps réel les oiseaux en vol et régule le fonctionnement des éoliennes (arrêt ou décélération des turbines) pour prévenir les collisions.

Ce dispositif anti-collision devra couvrir l'ensemble des éoliennes du parc (E01 à E05) et être mis en œuvre en période de reproduction, en période d'envol et d'émancipation des jeunes et en période de migration post-nuptiale, soit du 1er mars au 15 novembre. Cette mesure s'applique du lever du soleil jusqu'au coucher.

L'espèce cible du dispositif sera le Milan royal. Il est entendu que le dispositif fonctionnera pour tout autre rapace de gabarit équivalent à l'espèce cible.

Cette liste est susceptible d'être complétée par les résultats des suivis environnementaux prévus à l'article 2.8.3. de l'arrêté du 7 décembre 2023.

En cas de défaillance, d'indisponibilité, ou de fonctionnement en dehors des conditions de fonctionnement nominal d'une des composantes du dispositif anti-collision, les prescriptions de l'article 2.3.2.5 sont appliquées.

Les justificatifs relatifs à la programmation et au fonctionnement effectif du bridage sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.3.2.2 – Choix du dispositif anti-collision

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant la mise en service du dispositif conformément à la période de fonctionnement visée à l'article 2.3.2.1 du présent arrêté, l'ensemble des éléments démontrant l'efficacité du dispositif qu'il propose en intégrant notamment les contraintes du couvert forestier.

A défaut, le bridage diurne prévu à l'article 2.3.2.5 du présent arrêté s'appliquera.

Les éléments attendus préciseront le type de technologie prévu (caméra, radar, etc.), les modalités d'implantation du dispositif de détection, ses performances attendues (dont tests de fonctionnement préalables), les plages de fonctionnement nominal des composantes du dispositif anti-collision, les mesures organisationnelles et les systèmes d'alerte lui permettant d'être informé de toute défaillance du système.

Article 2.3.2.3 – Vérification de l'efficacité du dispositif anti-collision

Concomitamment à chaque rapport de suivi environnemental relatif à l'avifaune prévu à l'article 2.8.3. de l'arrêté du 7 décembre 2023, l'exploitant transmet à l'inspection un rapport de vérification de l'efficacité du dispositif anti-collision depuis sa mise en fonctionnement.

Ce rapport est établi sur la base d'un protocole de test reposant sur un fondement scientifique et méthodologique, conforme aux meilleures méthodologies disponibles.

Il intègre les éléments suffisants pour permettre de caractériser et d'évaluer l'efficacité de la mesure sur chacune des espèces cibles du dispositif fixées au 2.3.2.1, et doit conclure pour chacune de ces espèces si la mesure permet :

- d'assurer le maintien de l'espèce dans un état de conservation favorable ;
- de réduire le risque de destruction/perturbation jusqu'à un niveau n'apparaissant pas comme suffisamment caractérisé pour les espèces cibles du dispositif ;

Ces conclusions sont établies a minima sur la base :

- des caractéristiques biologiques propres à l'espèce (envergure, vitesses de vol en fonction des périodes biologiques, vitesses de pales considérées comme n'étant pas accidentogènes, etc.),
- des caractéristiques propres aux éoliennes (diamètre du rotor, temps de ralentissement des pales jusqu'à des vitesses non accidentogènes, etc.),
- des caractéristiques de fonctionnement propres au dispositif anti-collision (distance de détection, taux de détection, temps d'analyse et de transmission du signal, taux de disponibilité, taux de faux négatifs, sensibilité aux conditions météorologiques, prise en compte des pannes matérielles, logicielles, des défaillances organisationnelles, etc.)
- des suivis prescrits à l'article 2.8.3. de l'arrêté du 7 décembre 2023.

Si le rapport ne permet pas de conclure à une efficacité du dispositif anti-collision permettant de garantir l'absence de risque suffisamment caractérisé, pour l'une ou plusieurs des espèces cibles du dispositif, l'exploitant prend toute mesure supplémentaire nécessaire pour garantir l'absence d'incidence négative importante sur le maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées.

Ces mesures supplémentaires font l'objet d'un dispositif de suivi de leur efficacité. Si l'une des mesures supplémentaires mises en œuvre consiste à modifier le dispositif anti-collision ou son paramétrage, l'exploitant reconduit l'établissement du rapport de vérification de l'efficacité du dispositif anti-collision suite à cette modification.

Le protocole de test de l'effectivité du dispositif anti-collision ainsi que les conclusions du rapport de vérification de l'effectivité de la mesure sont susceptibles de faire l'objet d'une tierce-expertise, conformément aux dispositions de l'article L. 181-13 du code de l'environnement.

Article 2.3.2.4 – Mortalité d'un individu (espèce cible)

En cas de constat de mortalité d'une espèce cible visée à l'article 2.3.2.1, pendant ou hors suivi environnemental, sans délai :

- l'exploitant met en place les prescriptions de l'article 2.3.2.5 (bridage diurne des machines),
- l'exploitant informe l'inspection des installations classées, conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'incident apportant les précisions prévues au second alinéa de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

L'exploitant détermine les causes de cet impact, les défaillances du système et les évolutions à apporter au système de bridage dynamique.

Le bridage dynamique ne pourra être remis en fonctionnement qu'après accord explicite de l'inspection des installations classées.

Article 2.3.2.5 – Arrêts machine diurnes

L'exploitant met en œuvre l'organisation et les alertes lui permettant d'être informé de toute défaillance du dispositif anti-collision. Il met en œuvre les activités d'entretien et de maintenance préconisées par le fournisseur du système et les consignes déterminées lors de la mise en service et les consignes dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de défaillance, d'indisponibilité ou de fonctionnement en dehors de la plage de fonctionnement nominale d'une des composantes du dispositif anti-collision, l'exploitant dispose d'un délai de 72 heures à compter de l'apparition de la panne pour en détecter la cause. Passé ce délai, l'exploitant met en œuvre un arrêt machine diurne sur les aérogénérateurs impactés pour prévenir des collisions avec des individus de l'espèce cible visée à l'article 2.3.2.1.

L'arrêt diurne est réalisé sur la plage horaire et la période de l'année définies à l'article 2.3.2.1. du présent arrêté. Les périodes d'indisponibilités du dispositif sont consignées dans le registre susmentionné.

Cet arrêt diurne est également appliqué en cas de mortalité d'un individu d'une espèce cible visée à l'article 2.3.2.1. Dans ce cas, l'arrêt concerne l'ensemble du parc et il ne peut être suspendu qu'après accord de l'inspection suite à la mise en œuvre d'actions correctives.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements permettant de justifier du respect de la mise en place de cet arrêt lorsque des conditions exposées ci-avant sont rencontrées.

ARTICLE 4 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès de la Cour administrative d'appel de Nancy :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 5 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société CEPE de Montbéliard dont le siège social est situé 6 Boulevard Montmartre, 75009 PARIS

ARTICLE 6 - Exécution

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs, Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté par intérim, la société CEPE de Montbéliard sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de la commune de VYT-LES-BELVOIR.

Le Préfet,

Rémi BASTILLE